

# **ADAVIP 37 ASS DEPT AIDE VICTIMES INFRAC PENALES 37 (FRANCE VICTIMES 37)**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**



**ADAVIP 37 ASS DEPT AIDE VICTIMES INFRAC PENALES 37 (FRANCE VICTIMES 37)**

**Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

**Siège social : 10 Place Neuve – 37000 TOURS**

**SIREN 399 089 861**

---

## **SOMMAIRE**

	<b>Pages</b>
Rapport sur les comptes annuels	1 - 3
Comptes annuels	4 - 17



**ADAVIP 37 ASS DEPT AIDE VICTIMES INFRAC PENALES 37 (FRANCE VICTIMES 37)**

**Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

**Siège social : 10 Place Neuve – 37000 TOURS**

**SIREN 399 089 861**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

---

A l'Assemblée Générale de l'association,

**I - OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADAVIP 37 ASS DEPT AIDE VICTIMES INFRAC PENALES 37 (FRANCE VICTIMES 37) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II - FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **III - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV – VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **V - RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **VI - RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Tours, le 28 février 2025

Signé par Damien Teste  
Le 28/02/25

ID: tx\_Y0e36Zrqy5gk



AURĒO  
Commissaire aux comptes  
Représentée par Damien TESTÉ



## Bilan

Page 5

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<i><b>Immobilisations incorporelles</b></i>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acompt				
<i><b>Immobilisations corporelles</b></i>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	18 517	13 408	5 109	5 639
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être cé				
<i><b>Immobilisations financières</b></i>				
Participations et créances rattachées	10 926		10 926	10 598
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total I</b>	<b>29 443</b>	<b>13 408</b>	<b>16 035</b>	<b>16 237</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	524		524	560
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>Créances</b>				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	41 921	4 100	37 821	67 954
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	236 548		236 548	257 955
Charges constatées d'avance				389
<b>Total II</b>	<b>278 993</b>	<b>4 100</b>	<b>274 893</b>	<b>326 858</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)</b>				
<b>Prime de remboursement des obligations (IV)</b>				
<b>Ecarts de conversion – Actif (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>308 436</b>	<b>17 508</b>	<b>290 928</b>	<b>343 096</b>

## Bilan

Page 6

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	7 000	7 000
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		<b>4 800</b>
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		4 800
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>	<b>116 443</b>	<b>116 443</b>
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	116 443	116 443
Autres réserves		
Report à nouveau	156 087	105 915
Excédent ou déficit de l'exercice	-41 173	50 172
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>238 357</b>	<b>284 330</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	238 357	284 330
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	540	1 500
Total II	540	1 500
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 874	5 208
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	34 083	27 111
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 171
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	13 074	22 774
Total IV	52 031	57 266
Ecart de conversion – Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>290 928</b>	<b>343 096</b>

## Compte de résultat

Page 7

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>45 074</b>	<b>35 622</b>
Ventes de biens	78	138
Ventes de prestations services	44 996	35 484
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>279 724</b>	<b>316 015</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	268 208	299 157
Ressources liées à la générosité du public	5 116	3 478
Contributions financières	6 400	13 380
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	3 050	3 275
Utilisation des fonds dédiés	960	
Autres produits	3	3
Total I	328 811	354 915
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Variations de stock	36	81
Autres achats et charges externes	26 584	26 785
Impôts, taxes et versements assimilés	1 262	993
Salaires et traitements	279 170	228 088
Charges sociales	64 989	44 795
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 698	8 898
Autres charges	5	12
Total II	375 744	309 652
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-46 933</b>	<b>45 263</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	6 575	4 909
Total III	6 575	4 909
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Total IV		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>6 575</b>	<b>4 909</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-40 359</b>	<b>50 172</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<b>Total V</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<b>Total VI</b>		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	814	
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>335 385</b>	<b>359 825</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>376 558</b>	<b>309 652</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-41 173</b>	<b>50 172</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Prestations en nature	3 299	3 242
Bénévolat	6 903	12 653
<b>TOTAL</b>	<b>10 202</b>	<b>15 895</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATU</b>		
Mise à disposition gratuite	3 299	3 242

-6-

Mission de présentation des comptes annuels / Voir compte-rendu de travaux du professionnel de l'expert comptable



## Compte de résultat

Page 8

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
Personnel bénévole	6 903	12 653
TOTAL	10 202	15 895

Désignation de l'association :

FRANCE VICTIMES 37 – ADAVIP 37

Cette association a pour objet d'accueillir et d'informer les victimes et leurs proches sur leurs droits, les accompagner dans leurs démarches et leur apporter un soutien d'ordre psychologique à tous les stades de la procédure pénale. Elle a également pour vocation la formation pluridisciplinaire de toute personne, tout organisme ou service en relation avec le public. Enfin, elle pourra proposer des modalités complémentaires de prise en charge et de restauration de la personne victime.

Pour ce faire, l'association emploie plusieurs juristes, met en place des actions d'accompagnement, de prévention et de formation et appel aux services de psychologues.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 290 928 euros  
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 41 173 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Règles et méthodes comptables

1) Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, à savoir :

- comparabilité par rapport à ceux de l'exercice précédent, compte tenu des précisions formulées ci-après,
- continuité de l'exploitation,
- régularité,
- sincérité,
- importance relative,
- prudence.

2) La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3) Les options comptables, les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenues pour les divers postes des comptes annuels.

## Autres éléments significatifs

### Locations immobilières

La Mairie de Tours met à disposition de l'association FRANCE VICTIMES 37 – ADAVIP 37 les locaux situés 10, Place Neuve au Sanitas, à Tours. Depuis 2009, et contrairement aux années précédentes, l'association FRANCE VICTIMES 37 - ADAVIP 37 avait procédé à une estimation de 4 158 euros de la valeur locative de ces locaux et de l'avantage que lui procure cette mise à disposition gratuite.

Cette valeur a été révisée au 1er janvier 2011 suite à la convention signée entre l'association et la mairie de Tours le 2 mai 2011, fixant le montant de l'avantage à 2 500 euros avec une variation annuelle selon l'indice du coût de la construction.

Conformément au Règlement ANC n°2018-06, l'association a inscrit cet avantage au crédit du compte 871000 "Prestations en nature" et la valeur locative des locaux au débit du compte 861000 "Mise à disposition gratuite de biens".

En outre, cette convention met à la charge de FRANCE VICTIMES 37 - ADAVIP 37 des charges locatives ce qui constitue une charge supplémentaire pour l'association.

Pour l'exercice 2024, ce forfait s'élève à 3 232 euros.

### Salaires et traitements

Au cours de cet exercice, comme des exercices précédents, les honoraires versés aux psychologues praticiens libéraux ont été comptabilisés sous ce poste.

### Fonds propres avec droit de reprise

En 2019, l'association a bénéficié d'un apport de trésorerie de 24 000 euros de la part de France Active. Celui-ci a été remboursé sous 5 ans sans intérêt (dernière échéance en août 2024).

Comme stipulé dans la convention, cet apport a été affecté au compte "Apport avec droit de reprise".

### Subventions Cap'Asso

- Le 22 janvier 2021, l'association a signé une convention avec le Conseil régional (dispositif Cap'Asso) pour un montant total de 30 000 euros sur 3 ans (mise en place d'un dispositif de visio-conférence en Gendarmerie pour les victimes d'infractions pénales).

La quote part enregistrée en produit au titre de l'exercice est de 266.67 euros.

- Le 26 mai 2023, l'association a signé une convention avec le Conseil régional (dispositif Cap'Asso) pour un montant total de 28 000 euros sur 3 ans (prise en charge en urgence des victimes vulnérables devant bénéficier d'une mesure de protection – EVVI, TGD, BAR, AAH).

Au titre de cet exercice, 13 074.45 euros ont été comptabilisés en produits constatés d'avance (convention du 26/05/2023 au 25/05/2026).

La quote part enregistrée en produit au titre de l'exercice est de 9 333.33 euros.

### Clauses résolutives

Les subventions suivantes font l'objet d'une clause résolutoire :

- Conseil Départemental : 2 000 euros
- Préfecture-revalorisation salariale : 1 708 euros
- Préfecture de l'Indre et Loire (FIPD) : 0 euros
- Egalité entre les femmes et les hommes : 24 600 euros
- Cour d'appel d'Orléans : 206 700 euros
- Région Centre-Val de Loire (Cap'Asso) : 9 600 euros
- Ville de Loches : 1 100 euros
- Ville de Chinon : 4 800 euros
- Ville de Tours : 13 500 euros
- Ville de Joué les Tours : 2 000 euros
- Ville de Château-Renault : 500 euros
- Ville d'Amboise : 1 700 euros

### Contribution dite citoyenne

La loi du 8 avril 2021 améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale prévoit que le procureur de la République ou son délégué peut notamment demander au délinquant de verser une contribution dite citoyenne à une association agréée d'aide aux victimes. Pour l'exercice clos en 2024, l'association France Victimes 37 a enregistré la somme de 6 400 euros au compte 755110 "Contributions citoyennes".

**Faits caractéristiques****Page 13**Rémunération des dirigeants

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 prévoit la publication annuelle de la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés. La directrice étant seule concernée, sa rémunération individuelle ne sera pas publiée dans les présents comptes.

Honoraires de commissariat aux comptes

Au titre de cet exercice, le montant des honoraires de Commissariat aux comptes s'élève à 2 828 euros.

Dons et contributions volontaires

Les abandons de frais réalisés par les bénévoles au profit de l'association, enregistrés au débit du compte 754120 "Abandons frais des bénévoles" et au crédit du compte de charge correspondant aux frais abandonnés, s'élèvent pour l'exercice à 956.64 euros

Les dons perçus par l'association, portés au crédit du compte 754100 "Dons manuels", s'élèvent pour l'exercice à 4 159.43 euros.

L'association a bénéficié de contributions volontaires en nature au cours de cet exercice :

- En services, avec la mise à disposition du local (cf. Locations immobilières). Pour l'exercice écoulé, la valorisation des contributions volontaires en services s'élève à 3 299 euros.
- En travail. Chaque bénévole inventorie les heures passées à travailler au profit de l'association. Celles-ci sont valorisées au taux horaire du SMIC augmenté des cotisations et contributions sociales et fiscales. Le montant est comptabilisé au débit du compte 864000 "Personnel bénévole" et au crédit du compte 875000 "Dons en nature". Pour l'exercice écoulé, la valorisation des contributions volontaires en travail s'élève à 6 903.46 euros.

Fonds dédiés

La subvention de fonctionnement attribuée par la Cour d'appel d'Orléans (5 000 euros) enregistrée en 2016 au poste "subventions" n'a pu être consacrée dans sa totalité à l'activité de Justice Restaurative. L'affectation aux fonds dédiés s'élève à 540 euros.

L'emploi utilisé par l'association est inscrit en produit sous la rubrique "report sur subventions attribuées" et au passif du bilan sous le compte "fonds dédiés".

Subventions 2024

ORGANISMES	SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE 2024	SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE 2023
Cour d'Appel d'Orléans	192 200,00	183 059,00
	14 500,00	20 000,00
Etat (Droits femmes, égalité)	24 600,00	24 960,00
Préfecture (FIPD)	0,00	30 400,00
Préfecture	1 708,00	1 745,42
Conseil Départemental	2 000,00	2 000,00
Ville de TOURS	13 500,00	13 500,00
Ville de CHINON	4 800,00	4 000,00
Ville de JOUE-LES-TOURS	2 000,00	2 000,00
Ville de LOCHES	1 100,00	1 100,00
Ville de CHÂTEAU-RENAULT	500,00	800,00
Ville d'AMBOISE	1 700,00	
CAP ASSO	9 600,00	15 592,22
Aide à l'embauche		
<b>TOTAL SUBVENTIONS</b>	<b>268 208,00</b>	<b>299 156,64</b>
AUTRES PRODUITS	RECUS AU TITRE DE 2024	RECUS AU TITRE DE 2023
Autres prestations	11 021,38	9 384,45
Représentation Ad'Hoc	33 975,00	26 100,00
Ventes de marchandises	77,50	137,50
Ports et frais accessoires facturés		
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS</b>	<b>45 073,88</b>	<b>35 621,95</b>
<b>TOTAL</b>	<b>313 281,88</b>	<b>334 778,59</b>

Compte "emploi" :

L'ensemble des subventions est employé aux frais de fonctionnement de l'association.

## Notes sur le bilan

Page 15

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers				
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 952	3 168	4 603	18 517
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	19 952	3 168	4 603	18 517
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations	10 598	328		10 926
– Autres titres immobilisés				
– Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	10 598	328		10 926
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>30 550</b>	<b>3 496</b>	<b>4 603</b>	<b>29 443</b>

## Notes sur le bilan

Page 16

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers				
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 312	3 698	4 603	13 408
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	14 312	3 698	4 603	13 408
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>14 312</b>	<b>3 698</b>	<b>4 603</b>	<b>13 408</b>

## Notes sur le bilan

Page 17

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 41 921 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	41 921	41 921	
Charges constatées d'avance			
<b>Total</b>	<b>41 921</b>	<b>41 921</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
Divers – produits à recevoir	27 921
Intérêts courus à recevoir	429
<b>Total</b>	<b>28 350</b>



## Notes sur le bilan

Page 18

## Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	5 550		1 450	4 100
<b>Total</b>	<b>5 550</b>		<b>1 450</b>	<b>4 100</b>
<i>Répartition des dotations et reprises :</i>				
Exploitation			1 450	
Financières				
Exceptionnelles				

## Fonds propres

## Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	7 000				7 000
Fonds propres avec droit de reprise	4 800			4 800	
Ecarts de réévaluation					
Réserves	116 443	50 172		50 172	116 443
Report à Nouveau	105 915		50 172		156 087
Excédent ou déficit de l'exercice	50 172	-50 172		41 173	-41 173
Situation nette	284 330		50 172	96 145	238 357
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>284 330</b>		<b>50 172</b>	<b>96 145</b>	<b>238 357</b>

## Notes sur le bilan

Page 19

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 52 031 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 874	4 874		
Dettes fiscales et sociales	34 083	34 083		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	13 074	13 074		
<b>Total</b>	<b>52 031</b>	<b>52 031</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – fact. non parvenues	4 874
Dettes provis. pr congés à payer	18 342
Charges sociales s/congés à payer	5 119
<b>Total</b>	<b>28 334</b>

Comptes de régularisation

Produits constatés d’avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d avance	13 074		
Total	13 074		